

Compte-Rendu

Séminaire SPPI PACA- DIRECCTE PACA

"Comment progresser sur le contrôle de l'exposition des travailleurs aux produits chimiques"

29/11/17 Martigues

Présents :

| | Nom | Organisme |
|---|---------------------|--------------------------------|
| Collège de l'État et des établissements publics | R. Barbe | Direccte PACA |
| | G. Bonelli | Direccte PACA |
| | J. Corniquet | Direccte PACA |
| | S. Dirig | Direccte PACA |
| | L. Fina | CARSAT-SE |
| | M. Nicolaïdès | Direccte PACA |
| | C. Ouhayoun | Direccte PACA |
| Collège des Industriels | C. Arnould-Gonzalez | Arcelormittal |
| | F. Barlet | Véolia |
| | M. Bayard | UIC MEDITERRANEE |
| | R. Boddaert | Fibre Excellence |
| | P. Brionne | Endel Engie |
| | F-X. Carret | LyondellBasell Fos |
| | F. Chamoux | Cegelec |
| | C. Chanat | TOTAL |
| | A. Dib | Elengy Cavaou Fos |
| | L. Dincki | Socotec |
| | H. Dufau | DAHER |
| | M. Fremont | Dekra |
| | A. Girardet | ArcelorMittal |
| | P. Goy | LyondellBasell |
| | P. Grimaldi | Kem One Fos |
| | F. Guerra | REMEA Group |
| | H. Kuntz | Cegelec |
| | C. Leger | Kem One Fos |
| | A. Lemerrier | APM Provence |
| | S. Malgouyres | Qualipyge |
| | A. Mantrand | FosElev Méditerranée |
| | D. Mené | Naphtachimie |
| | F. Paoli | Secomoc |
| | J. Phoyu | Secomoc |
| | D. Rachet | Total |
| | A. Raffin | SPSE |
| | N. Rebeix | Danesi Industrie |
| | J. Riso | VERITAS |
| | L. Salivas | LECES Labo |
| | F. Sappe | S.C.O.R.E.S |
| | H. Sevestre | INEOS/PETROINEOS |
| | J. Taverne | Air Liquide |
| Collège des Associations | R. Tassy | ECO-RELAIS |
| Collège Salariés | S. Amiehl | LyondellBasell |
| | JM. Baldi | FO |
| | JJ. Blanc | FO - UDFO |
| | H. Brisson | Comité Régional CGT CHSCT Paca |
| | O. Doligé | ENDEL |
| | D. Durandal | LBI |
| | N. Kiheli | Kem One Fos |
| | X. Trolliet | LyondellBasell |

Rédaction : Gwénaëlle Hourdin, SPPPI PACA

Validation : Intervenants avant le 18/12/17, participants avant le 05/01/17

Présentations : disponibles sur le site internet du SPPPI PACA : www.spppi-paca.org

[Accueil](#) > [Axes de travail](#) > [Santé / environnement](#) > [Comment progresser sur le contrôle de l'exposition des travailleurs aux produits chimiques ?](#)

Ordre du jour :

- [La réglementation et son application sur le terrain](#)

Max Nicolaïdes, Responsable unité de contrôle n°6, DIRECCTE PACA

Échanges avec la salle

- Échanges de bonnes pratiques :
 - [les démarches mises en place par les représentants des salariés](#)
Stéphane Amielh, secrétaire adjoint CHSCT UES LYondellbasell
 - [les démarches mises en place par les représentants de la direction](#)
Patrick Grimaldi, chef du service HSEQ Kem One Fos

Échanges avec la salle et parole aux organismes accrédités présents

Glossaire

CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

CMR : agents chimiques pouvant avoir des effets cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction

CVM : Chlorure de Vinyle Monomère

DP : Délégué du Personnel

EE : Entreprise Extérieure

EPI : Équipement de protection Individuelle

GEH : Groupe d'Exposition Homogène

HRA : Health Risk Assessment (Évaluation des risques pour la santé)

IBE : Indice Biologique d'Exposition

INVS : Institut de Veille Sanitaire

MP : Maladie Professionnelle

VLEP : Valeurs Limites d'Exposition Professionnelle

La réglementation et son application sur le terrain (*Max Nicolaïdes, DIRECCTE PACA*)

cf. Présentation

Points clés :

- Entre 4,5 et 8 % des cancers seraient d'origine professionnelle (selon INVS)
⇒ sujet majeur en santé publique.
- Qualité de production des organismes accrédités variables.
- Les VLEP ne sont pas des fins en soi, mais des outils nécessaires et utiles. Elles évoluent en fonction des connaissances.
- Pour les CMR, il n'existe pas de seuil, il faut tendre vers 0.
- L'employeur doit confier le contrôle de l'exposition des travailleurs à des organismes accrédités, c'est une obligation réglementaire.
- L'implication du CHSCT dans la construction de la stratégie de prélèvements est cruciale et doit être formalisée un minimum.
- De même, l'employeur doit être partie prenante à chaque étape de cette stratégie.

- Les prélèvements doivent être représentatifs de la réalité du terrain, le CHSCT en est le garant.
- Les groupes de travailleurs homogènes doivent être l'objet d'attentions particulières élaborées par les organismes accrédités au plus près du terrain, validés par les CHSCT et la direction.
- Le rapport doit répondre aux exigences réglementaires et communiqué au médecin du travail, CHSCT, etc.
- Il est primordial de consolider la stratégie en amont pour que les résultats obtenus soient fiables et non contestés. Ils peuvent être utilisés ensuite pour faire reconnaître une MP.

Questions

Comment sont pris en compte les EPI ? (xxxxxx)

Réponse Max Nicolaïdès

Ce point est fondamental. On prend en compte l'EPI dans l'exploitation du résultat final. À l'inspection du travail, nous avons pris la bonne et saine habitude de regarder les résultats de mesurage bruts, hors EPI. Le masque apporte un facteur de protection qui permet au personnel de ne pas respirer un produit au-delà des limites autorisées, ce qui est très bien, à condition que le masque soit porté correctement et constamment. En termes de prévention, réduire l'intensité de l'exposition à l'extérieur du masque est encore mieux, il s'agit alors de prévention primaire.

Pour la prévention, on conseille de regarder ce qui est à l'extérieur du masque.

Pour les EE, comment sont partagées les responsabilités dans ce contrôle de l'exposition ? (François-Xavier Carret, LyondellBasell Fos)

Réponse Max Nicolaïdès

Très bonne question. En fait, Les deux . L'un a clairement la responsabilité d'organiser la sécurité dans son entreprise, y compris pour une entreprise extérieure. Il ne peut pas se désintéresser de l'exposition des travailleurs des EE. Mais nous avons toujours dit aux EE « Ne pensez pas vous dédouaner sous prétexte que le risque chimique n'est pas chez vous ». Cela reste le problème de l'employeur. Il faut en sortir par le haut, par le dialogue afin d'articuler les démarches. Le plan de prévention est, en ce sens, un outil privilégié. Nous sommes particulièrement vigilants à ce que chacun ne se dédouane pas sur l'autre et qu'un manque de coordination serve à dire « Ce n'est pas moi, c'est l'autre ».

Je vous rejoins, la stratégie de prélèvement est une vraie prestation du laboratoire accrédité qui ne peut pas être masquée, offerte, etc. Il y a effectivement des anomalies faites sur le terrain par les laboratoires accrédités. Mais il y a aussi des industriels qui n'ont pas fait leur évaluation des risques, ou qui nous demandent juste une mesure ponctuelle et contractuelle pour voir qu'effectivement la mesure est bonne. C'est une prestation qui est chère. On ne peut pas négocier sur le nombre de GEH et sur le nombre de mesures.

Le retour d'expérience que j'en ai, c'est que des clients font des mesures ponctuelles ou qui ne sont pas, pendant des années, mais qui n'ont pas de validité statistique par exemple. Finalement, s'ils avaient bien fait les choses dès le départ, ils auraient peut-être payé un peu plus, mais auraient eu des valeurs vraies et classé un certain nombre de sujets. Là où nous avons vraiment progressé, c'est quand le CHSCT était puissant et intégré à la démarche. (Maelig Fremont, Dekra)

Réponse Max Nicolaïdès

L'État a confié cette mission à des organismes accrédités qui sont des sociétés commerciales. Le nerf de la guerre, c'est bien entendu l'argent. Encore une fois, la solution est de travailler sur le cahier des charges.

Dans tous les cas de figure où il y a une négociation commerciale qui vient se greffer sur une obligation réglementaire du Code du Travail, il y a deux solutions :

- Soit on s'en donne les moyens y compris l'inspection du travail, et on parvient à ne jamais sortir de l'excellence. Ce système peut être une spirale vertueuse avec un niveau de qualité très élevé et avec un certain prix.

- Soit on échoue, la concurrence est féroce, et la spirale est néfaste.

Si la négociation s'est faite au plus bas, forcément les résultats ne seront pas à la hauteur.

J'avais une question relative aux ordonnances réformant le Code du Travail. À partir du 1er octobre, les agents chimiques ne font plus l'objet d'un suivi et d'une information obligatoire. Il avait été annoncé par le gouvernement une phase de réflexion concernant les modalités de contrôle de cette exposition. Est-ce que le séminaire aujourd'hui rentre dans le cadre de cette réflexion ? (Amar Dib, Elengy Cavaou Fos)

Réponse Max Nicolaïdès

Non. Nous espérons que, de ces discussions, on tirera les enseignements de ce qui a un peu dysfonctionné. Pour l'instant, on est comme vous, spectateurs de ces discussions.

Complément Amar DIB

Je vais vous donner mon sentiment : supprimer les fiches d'exposition est un retour en arrière.

Réponse Max Nicolaïdès

Sur les fiches d'exposition, par contre, nous étions à la discussion. Elles constituaient un formidable outil de prévention. Elles ont disparu en deux temps. Elles ont été noyées dans les facteurs de pénibilité d'abord. Puis la fiche de pénibilité est devenue un document purement comptable envoyé une fois par an à la Sécurité Sociale. Au passage, la fiche d'exposition est passée à la trappe. Finalement, cela renforce l'intérêt de faire du contrôle d'exposition.

Complément Carole Ouhayoun, DIRECCTE PACA

Par rapport à la fiche d'exposition, je signale que l'obligation de consignation des expositions existe toujours via le dossier médical santé au travail du salarié auquel ce dernier a accès, comme le Médecin du Travail.

Réponse Max Nicolaïdès

Effectivement. Bonne remarque. Ce dossier médical peut être transféré au médecin de son choix, à sa demande ou à celle de ses ayants droit.

Quand il n'y a pas de CHSCT, comment cela fonctionne-t-il ? (René Tassy, Eco-Relais)

Réponse Max Nicolaïdès

Pour les entreprises de moins de 50 personnes, le Code du Travail stipule que les missions du CHSCT sont reprises par les DP. Mais il y a peu de DP, en tout cas, pas autant qu'il devrait. Comme il n'y a pas de moyen supplémentaire pour ces missions, on tombe vite dans le désert préventif. Même si

l'Inspection du Travail y travaille. Il ne faut pas se raconter d'histoires, en dessous du seuil d'assujettissement au CHSCT, c'est un peu illusoire de penser que la représentation des travailleurs sur le thème de la santé-sécurité est prise en charge correctement. Ce n'est pas neuf malheureusement. C'est le cas depuis la loi de création des CHSCT en 1982.

Complément René Tassy

Et l'on ne sait pas ce qu'il en est pour les entreprises étrangères.

Réponse Max Nicolaïdès

Effectivement on ne sait pas ce qu'il y a en termes de représentation du personnel. Cela fait partie de la réglementation qui dépend de leur pays d'origine, on n'a pas le droit de s'immiscer là-dedans. On espère qu'ils en ont. Il y a là, effectivement un énorme trou dans la raquette.

En cas de disparition de l'entreprise, quid de l'archivage des données d'exposition des travailleurs ? (René Tassy, Eco-Relais)

Réponse Max Nicolaïdès

La réponse de droit dit que l'administrateur judiciaire doit en faire son affaire, au même titre que les factures ou autres documents comptables. Nous avons eu longtemps dans nos bureaux, des dossiers d'entreprises qui avaient fermé, parce que les textes l'organisaient ainsi pour certaines activités. Il faut compter sur la rigueur de l'administration judiciaire.

Qu'en est-il d'une exposition accidentelle à un gaz toxique (ex. : H_2S) ? Le contrôle de l'exposition tel qu'il est prévu donne des résultats bien trop tard. (René Tassy, Eco-Relais)

Réponse Max Nicolaïdès

Je n'ai pas évoqué le risque aigu, parce qu'on est alors sur la dimension accidentelle. Un risque aigu, avec effets immédiats de toxicité aigüe, est traité en matière de prévention comme un accident du travail. La dimension chimique de l'atteinte à la vie du travailleur existe bien évidemment, mais on la traite avec les outils habituels.

Est-ce que la CARSAT est considérée comme organisme accrédité et que valent les mesures ? (Hervé Kuntz, Cegelec)

Réponse Max Nicolaïdès

Non. Et les mesures réalisées par la CARSAT sont formidables.

La CARSAT a toujours eu la même position : excellence dans le travail de leurs laboratoires, et refus de s'intégrer dans le marché concurrentiel, le risque étant réel d'assécher le marché concurrentiel.

Elle se positionne sur les petites structures manquant de moyens, les risques émergents et ne concurrence pas les organismes accrédités.

Complément Laurent Fina, CARSAT

La CARSAT n'a pas vocation à remplacer les organismes accrédités, on est là en appui technique et prévention, sur des particularités techniques ou par rapport à l'usage futur d'un produit chimique.

Nos mesures donnent un premier éclairage pour confirmer ou informer une organisation du travail. C'est bien en parallèle des prélèvements réglementaires.

Une autre question concernant l'obligation de consignation de l'exposition dans le dossier médical, ce point, fait l'objet de nombreuses discussions avec le CHSCT. Finalement, qu'est-ce que l'on considère comme une exposition ? Par exemple, pour une fuite de produit sans toxicité détectée ? Qu'est-ce que l'on consigne ? (François-Xavier Carret, LyondellBasell FOS)

Réponse Max Nicolaidès

Pour ma part, je conçois qu'il y ait débat et je trouve cela plutôt sain. J'aurais tendance à dire que le doute doit profiter à la victime potentielle. Il faut alors très bien le consigner en lui donnant son juste poids et en donnant les limites. On est confronté, nous-mêmes à l'inspection du travail aux mêmes problématiques, quand des agents vont sur le terrain. Pour notre part, nous préférons tout consigner, au cas où.

L'espacement des visites médicales n'est pas en adéquation avec la logique de prévention et de suivi des salariés. Dans la mesure du possible notre médecine du travail conservera pour l'instant une programmation des visites à 1 ou 2 ans. Nous préférons évidemment ce type d'organisation tout en privilégiant les échanges et la prévention (Florence Chamoux, Cegelec)

Réponse Max Nicolaidès

La cohérence du message global sur l'espacement des visites et le contrôle de l'exposition aux produits chimiques peut être effectivement discuté. Soyons pragmatiques. Le débat a été tranché dans le sens que l'on sait. La réalité, c'est qu'il y a de moins en moins de médecins du travail. Il vaut mieux lâcher la main sur les visites, mais mettre plus de temps sur la prévention. Est-ce que le médecin a été proactif en matière de demande de mesurage ? Est-ce qu'il a été sur le terrain pour faire des mesurages, de l'ergonomie ? On essaye de mesurer s'il y a eu réellement un investissement du médecin sur le terrain. Avec des fortunes diverses.

Cela dépend aussi de la personnalité du médecin (Florence Chamoux, Cegelec)

Réponse Max Nicolaidès

Effectivement, notre bible, le Code du Travail dit que le médecin a pour mission de produire des fiches d'entreprises de qualité et cela passe par le fait qu'il s'invertisse plus sur le terrain. C'est la seule façon de positiver cet espacement des visites.

Votre challenge dans votre entreprise au sein du CHSCT est de recréer le lien avec le médecin en le consultant sur les GEH par exemple.

J'ai fait partie d'un laboratoire d'analyse et à l'époque (il y a 5, 6 ans), c'est nous qui expliquions au futur organisme agréé comment faire les mesures. Sur certains produits, nous étions les seuls à savoir les faire. Au ministère, on donne des agréments avec plus ou moins de transparence. Il y a quand même des problèmes techniques sur le terrain.

Il faudrait qu'il y ait une transparence générale et une plus grande efficacité (J-Jacques Blanc, FO)

Réponse Max Nicolaidès

Merci pour votre intervention, cela m'amène à préciser un point. On n'est plus dans la relation avec des organismes « agréés », il s'agit d'organismes « certifiés » par le COFRAC. L'État s'est désengagé de ce processus d'agrément direct au profit de cet organisme tiers. Un des enjeux de cette nouvelle approche est de faire un rapport de signalement au COFRAC pour les rapports qui sont en dessous de

l'acceptable (et nous en voyons). Si nous voulons sortir par le haut sur ce sujet, il faut garantir aussi que ceux qui ne jouent pas le jeu sortent du marché. Nous sommes en cours de structuration pour avoir des trames de signalement au COFRAC. Notre outil de « répression » n'est plus la procédure pénale qui est lourde, compliquée et d'un impact limité, mais plutôt le COFRAC. En matière d'amiante, nous avons vu que cela marchait quand certaines entreprises ont été décertifiées. C'est un peu l'arme nucléaire, la condamnation à mort de l'entreprise, mais on ne fait pas de bonne prévention sans casser des œufs et s'il faut aller jusque-là, on ira.

Les démarches mises en place par les représentants des salariés

(Stéphane Amiehl, LyondellBasell Berre)

cf. présentation

Points clés :

- Grande diversité des activités et donc des expositions sur le site.
 - ⇒ Tous doivent être acteurs de la maîtrise des risques, mais le responsable de la maîtrise des risques reste la direction pour les travailleurs et les personnes qui viennent travailler dans leur zone de responsabilité. Elle doit prendre les actions nécessaires à la protection du personnel.
- Le but est que la stratégie de mesurage soit vivante en fonction du terrain, des résultats et des évolutions.
- Notre laboratoire hygiène industrielle est accrédité par le COFRAC pour un certain nombre de produits, ce qui est inhabituel.
 - ⇒ Cela permet une grande réactivité et on parvient à faire évoluer l'exposition au risque.
- L'opérateur en charge du prélèvement reste tout le temps du mesurage et consigne tout ce qui se passe.
- Le CHSCT revendique que les prélèvements soient aussi faits en marche dégradée.
- Point très important : donner les résultats aux personnes qui ont fait l'objet d'un contrôle d'exposition.
- La fiche de poste ne reflète pas forcément la réalité du travail. Par exemple, on sait pertinemment que les contres maîtres ou chefs de quart sont aussi exposés, même s'ils font partie de l'encadrement, car ils viennent sur le terrain en cas de problèmes, d'afflux du travail, etc.
 - ⇒ Sur ce point, nous avons fait évoluer les GEH.
- Le but est bien d'obtenir des priorités dans les actions de prévention en réduisant le risque à la source par le CHSCT.
- Nécessité d'avoir toutes les informations en temps réel.
 - ⇒ d'être sur le terrain
 - ⇒ d'être présent sur les reconstitutions d'accidents.
- Les entreprises cotraitantes ont souvent tendance à se défiler de leurs responsabilités. Le CHSCT élargi a permis d'aborder le sujet et de se rendre compte de la difficulté pour eux, d'appréhender nos processus et produits et de définir une stratégie de contrôle de l'exposition. Depuis 2 ans, nous les accompagnons dans la démarche.
- Pendant les grands arrêts, il y a, hors règlement, une grande présence du laboratoire sur le terrain avec de nombreux prélèvements.

Comment un laboratoire d'un site peut-il avoir une accréditation pour les mesures. C'est normalement impossible ? (J-Jacques Blanc, FO)

Réponse Stéphane Amiehl

Je ne pourrais pas répondre, je sais qu'il est accrédité COFRAC sur un grand nombre de produits que nous utilisons sur le site.

Complément J-Jacques Blanc

Ce n'est pas une critique, parce que je pense qu'un laboratoire d'entreprise connaît bien les produits et est à même d'en faire le mesurage.

Réponse Max Nicolaides

Ce point spécifique à ce site est apparu à notre « conscience » récemment. Nous examinons la question et sommes en recherche d'explications auprès du COFRAC. Personne ne peut contester que ce laboratoire soit accrédité, mais il y a une nécessaire indépendance du laboratoire par rapport à son client. Il faut que l'on clarifie.

Je rebondis, par ailleurs sur la réflexion de Mr Amiehl sur le CHSCT élargi qui est un outil à mobiliser fortement, au même titre que le plan de prévention. Le ministère du Travail cite explicitement le contrôle des expositions aux produits chimiques comme un point où le CHSCT élargi à pleine compétence pour s'exprimer. Le côté opérationnel de cette structure de 20 à 50 personnes qui se réunit une fois par an n'est pas évident, mais à l'Inspection du Travail, nous nous y attachons. Un axe serait de démultiplier le CHSCT élargi et que par exemple, sur le contrôle de l'exposition aux produits chimiques, il y ait des réunions plus fréquentes. Pour l'instant, les directions des grands sites rechignent un peu parce que, rajouter des réunions peut faire un peu peur, mais pour nous, l'efficacité sur ce sujet passe par là. Le CHSCT élargi est une bonne piste.

Complément Philippe Goy, LyondellBasell

Effectivement, notre laboratoire est accrédité depuis 5 à 10 ans. Je n'ai pas le détail du premier agrément. Nous sommes ouverts notre agrément soit examiné par des yeux extérieurs. On a cité la souplesse de cette organisation pour non seulement les opérations de routine, mais aussi les opérations spécifiques pour lesquelles on souhaite des mesurages de l'exposition des travailleurs. Le laboratoire peut être immédiatement opérationnel. C'est un grand avantage.

Concernant le CHSCT élargi, pour les donneurs d'ordres et les EE, il est contraignant. On est là aussi pour parler vrai. Ceci dit, sur le problème de la présence suspectée d'amiante dans le sable de sablage, on a relayé cette information au sein du Giphise, de l'UIC et des syndicats patronaux. Sur la suggestion de la DIRECCTE, nous l'avons partagé au sein d'un CHSCT élargi avec des débats plus qu'intéressants. C'est là où nous avons décidé, entre autres, les fiches d'exposition des personnes accidentelles des personnes qui ont pu travailler sur l'environnement concerné, environnement qui a été lui aussi défini.

Mon message en tant qu'employeur, est le suivant « la réglementation est contraignante, essayons de faire de cette contrainte un facteur de progrès dans la prévention des risques pour les salariés. »

Les démarches mises en place par les représentants de la direction (Patrick Grimaldi, Kem One)

Cf : présentation

Points clés :

- Réduire à la source le risque d'exposition, notamment lors de la conception de nouvelles parties d'installation ou lors des modifications d'installation. C'est un moyen de sensibiliser et de faire progresser la culture de la prévention aux expositions, notamment pour les BE ou les services techniques méthodes.
- investissement a été réalisé à Kem One sur l'atelier CVM avec aménagement de la collecte canalisée pour éviter de rejeter dans l'atmosphère des CMR (quantités annuelles divisées par 30 (base 1994))
- Il y a un lien entre exposition travailleurs et émission dans l'atmosphère. Tous les progrès réalisés améliorent les deux plans.
- Nous faisons des mesurages d'ambiance de CVM depuis les années 80 par le laboratoire de contrôle interne, depuis nous avons étendu ces contrôles au dichloroéthane, tetrachlorure de carbone et benzène (environ 600 analyses par an sur 25 points fixes) Cela permet de voir l'évolution de la performance de « l'étanchéité de l'atelier ».
 + des contrôles ambulatoires sur la base des GEH par le laboratoire de contrôle interne Pour les postés, personnel logistique, entreprises extérieures (3)
 ⇒ Résultats individuels communiqués et en partie aux EE
 ⇒ donne une indication d'exposition sur une année complète.
- Cette masse de données importante donne une photo de l'atelier que l'on peut suivre, plus le contrôle réglementaire par GEH.
- On essaye de tendre vers plus d'échange avec le CHSCT.
- Outils de détection instantanée pour faire des contrôles d'atmosphère sur les ouvertures de circuits, les incidents et les grands arrêts.
- Depuis quelques mois, tests sur détecteur individuel au CVM qui permettent un retrait immédiat quand il y a surexposition (permet de ne pas constater l'exposition à posteriori)
 ⇒ C'est le fruit d'une démarche interactive impliquant le CHSCT.
 Je soumetts au débat la question suivante : peut-il y avoir deux organismes : celui qui élabore la stratégie et celui qui réalise les mesures ? Cela pourrait peut-être apporter plus d'objectivité.

Réponse Max Nicolaïdes

La réglementation permet cette dichotomie, il y a possibilité de scinder les prestations. Si cela vous paraît un plus, pourquoi pas ? C'est vous qui avez la main sur le cahier des charges, c'est à vous de décider. Cela peut être une piste de progrès.

Complément Maélig Fremont, Dekra

Dans tous les cas, les chiffrages de mesure ne peuvent pas être faits si la stratégie n'a pas été élaborée auparavant. La stratégie est une étape préalable qui doit être validée par les organismes internes. Il peut y avoir ensuite une consultation pour les prélèvements. Certains organismes peuvent être meilleurs pour la stratégie, plus réactifs pour les prélèvements. La seule chose est que la stratégie doit être contre-validée par l'organisme qui va faire la mesure.

Dans l'exemple de Kem One, il y a plusieurs niveaux. Le niveau « information rapide de l'incident » est le plus important. Il est important de donner confiance aux opérateurs et cela passe par les différents niveaux de mesure et d'information. Il faut montrer qu'il y a toute une panoplie d'outils et du sérieux.

Un autre point, il ne faut pas confondre détection et métrologie. (René Tassy, Eco-Relais)

Sur le sujet du CHSCT élargi, nous avons décidé d'inviter les EE (au nombre de 8) à tour de rôle à une réunion du CHSCT ordinaire. Cela va au-delà de l'exigence réglementaire, c'est volontariste et permet d'avoir plus de temps pour discuter entre autres, de stratégie de mesurage et de faire mieux vivre ou différemment, le CHSCT élargi.

Aujourd'hui, nous n'avons pas parlé « IBE ». Pour notre part, nous en faisons beaucoup sur le site, et cela devrait être développé en complément des mesurages.

Par rapport aux EE, on leur donne tout ce qu'on peut, on coordonne, mais c'est bien à eux de trouver les organismes accrédités et de prendre la main. Nous leur proposons de faire en parallèle, des prélèvements des mesures d'IBE analysés via notre service de santé au travail. Ces indices nous permettent de conforter les mesures faites par les organismes accrédités, de vérifier l'efficacité des EPI etc. J'ai cependant une grande question : comment font les EE pour construire leurs GEH ? Je reconnais que c'est plus compliqué pour eux que pour les donneurs d'ordre. Pour les 8 entreprises qui sont à notre CHSCT élargi, je leur en fais la demande et c'est à l'ordre du jour de notre prochaine réunion qui a lieu la semaine prochaine, et des prochaines réunions avec tous nos sous-traitants. (Didier Mené, Naphtachimie)

Réponse Stéphane Amiehl

Je confirme que quand nous avons abordé le sujet la première fois au CHSCT élargi, il n'y a pas eu beaucoup de réponses. Effectivement, ils se déchargent sur le donneur d'ordre, c'est vrai que c'est aussi très compliqué pour eux. Ils ont leur part à faire et on doit les aider dans la démarche.

Complément Maelig Fremont, Dekra

Si je peux vous faire part de mon retour d'expérience, nous sommes assez souvent sollicités par des entreprises qui interviennent sur vos sites. Ce qui est difficile à évaluer, c'est la notion de temps d'intervention. En fait, il faudrait faire une stratégie de prélèvement à chaque plan de prévention, qu'ils signent, à chaque phase d'arrêt, à chaque intervention. Cela sous-entendrait qu'il faudrait qu'ils appellent les bureaux de stratégie à chaque fois, ce qui n'est clairement pas le cas.

En fait, ils font appel à nous, quand vous, donneurs d'ordre, leur imposez de mesurer telle ou telle substance, sur le nettoyage de tel ou tel bac. Effectivement, c'est arrivé par exemple sur LyondellBasell Berre sur demande du CHSCT auprès de l'EE. Sinon, c'est presque impossible parce que c'est une stratégie par chantier.

Pour donner un exemple plus concret, les sociétés de dépollution (je pense à Ortec dépollution, avec qui, le syndicat des dépollueurs) ont mis en place un GEH « type » avec des listes des grandes familles de substances (HC totaux, Mercure, excavation...). Ils font des campagnes de mesures par GEH pour construire des outils statistiques et avoir une représentation du métier. C'est bien une représentation du métier et non pas du chantier donné.

Complément Max Nicolaides

Par rapport à ces GEH types, sur ce sujet où nous sommes encore immatures, je dirai qu'ils ont au moins la prime à la tentative. Ils se sont confrontés au problème et ont essayé de trouver des solutions.

Contrairement à tous ceux qui n'ont même pas perçu l'existence du problème. Je n'ai pas fait l'expérience, mais cela serait intéressant de demander combien d'organismes accrédités envoyés par les EE sont passés au poste de garde. Sur l'Étang-de-Berre, il y a une vingtaine de donneurs d'ordre, quelques centaines d'EE, on pourrait raisonnablement penser que cela devrait générer un certain nombre d'interventions d'organismes accrédités dans les sites.

Complément Nicolas Kiheli, Kem One

Sur l'atelier de CVM de Fos, nous avons impulsé de nouvelles méthodes pour le contrôle de l'exposition des salariés. Effectivement, nous avons vu des écarts entre les mesures des organismes accrédités et nos anciennes mesures. Le port de détecteur individuel est plus performant.

Je souhaite également rebondir par rapport aux co-traitants qui sont plus particulièrement exposés aux agents chimiques. Nous, nous avons des difficultés pour contrôler les sous-traitants, les intérimaires, les travailleurs détachés avec en plus le changement d'entreprises. Nous espérons que nous arriverons à progresser sur ces sujets.

Complément Max Nicolaides

Clairement, il ressort de nos échanges que les EE ne sont pas au rendez-vous sur le contrôle de l'exposition de leurs salariés dans les sites industriels, voire même dans leurs propres ateliers. Le Médecin du Travail, par le Code du Travail, peut et selon nous, doit demander des mesurages. On peut penser que le Médecin du Travail peut être un fort prescripteur. Quand les Entreprises utilisatrices sont exigeantes, cela fonctionne.

Les vraies expositions lourdes et chroniques sont plus probablement chez ces travailleurs. C'est très bien de les entraîner à votre suite. Mon message aujourd'hui aux EE, « avec vos CHSCT ou vos services HSE, emparez-vous de la problématique, il est temps ». Le contrôle de l'exposition aux produits chimiques n'est pas le monopole ou l'apanage des donneurs d'ordres.

Dans les EE, le « sur-risque » est que parfois, ils ne disposent pas des équipements de protection adéquats (EPI souillés, masques spécifiques non disponibles) (J-J Blanc, FO)

Il y a aussi des personnes qui ramènent leurs EPI à la maison (vestes, pantalons), contaminant ainsi d'autres personnes. Je reviens aussi sur le matériel contaminé qui va se faire réparer à l'extérieur. Il est important de vérifier la décontamination. Quid de l'information dont dispose l'entreprise ? (René Tassy, Eco-Relais)

Réponse Max Nicolaides

Sur ce sujet, cela fait plusieurs années que nous y sommes sensibilisés. Il y a eu quelques problèmes assez spectaculaires. Normalement, un équipement ne sort pas du site sans être complètement dépollué. Ce que nous impulsons fortement, c'est que cet équipement soit équipé d'une sorte de « fiche de vie » qui trace ses utilisations. Effectivement, un atelier de mécanique n'a pas la culture d'un site sur les produits chimiques. L'équipement est en priorité décontaminé sur le site et cette fiche devrait l'accompagner quand il en sort. Certaines entreprises ont mis au point des outils comme celui-ci et qui ont permis de limiter le problème.

Nous avons des difficultés avec les sous-traitants comme beaucoup. Ce qui est encore plus difficile, ce sont les intérimaires des sous-traitants.

Comment s'assurer de la traçabilité de leurs expositions, sachant que les produits auxquels ils sont exposés peuvent avoir une action, 20 ou 30 ans plus tard ? (Xavier Trolliet, LyondellBasell Fos)

Réponse Max Nicolaïdes

Si je vous réponds sur ce qui se passe réellement, on est globalement en échec sur ce sujet. Nous sommes sur un territoire qui fait appel à beaucoup de main d'œuvre dite « précaire » de façon parfois assez structurelle pour faire face aux à-coups de production, arrêts etc. C'est un des piliers du secteur. Effectivement, c'est déjà difficile sur des EE qui sont multisites. En franchissant un degré supplémentaire en évoquant les salariés précaires de l'entreprise sous-traitante, nous tombons sur une population difficile à surveiller, voire pas surveillée. Nous luttons contre ça. Tout le monde est mobilisé sur ce sujet, cela couvre un champ immense, mais pour l'instant, l'efficacité n'est pas au rendez-vous. Malheureusement, nous aurons la photo de ce que nous avons pu faire, ou pas dans les décennies à venir. Nous n'avons pas d'outils réglementaires nouveaux qui se profilent. Nous avons encore aujourd'hui, des expositions inadmissibles.

Je pensais que la sous-traitance de 2^e et 3^e niveau était interdite ? (J-J Blanc FO)

Réponse Max Nicolaïdes

Il n'y a jamais eu de loi interdisant la sous-traitance. La seule règle est celle que les industriels se mettent à eux-mêmes. Il y a eu des clauses contractuelles, qui, pour une grande part d'entre elles, ne sont que de l'affichage.

Complément Stéphane Amiehl

Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est le chef d'exploitation qui est responsable de tous les gens qui travaillent chez lui. (EPI non conformes, sous-traitance en cascade, GEH non réalisés). Je pense que le donneur d'ordre, le chef d'exploitation à la capacité de mettre la pression sur les gens qu'il fait travailler, pour qu'ils soient dans les règles et dans la même optique de prévention que lui-même. Il y a encore beaucoup à faire.

Complément Marc Bayard, UIC Med

Effectivement, nous ne sommes pas dans un monde idéal, les choses sont complexes, la réglementation est importante, elle est là pour encadrer et harmoniser les pratiques et peut conduire à de meilleures pratiques.

Parfois, le mieux est l'ennemi du bien, cela peut conduire à verrouiller les comportements. Je suis relativement satisfait au vu des témoignages de ce matin, de voir la responsabilisation de l'ensemble des acteurs. Il y a des intérêts convergents. Il y a bien sûr, aussi des intérêts financiers. Mais quand on dit que la première priorité est la sécurité et la santé des travailleurs, ce n'est pas juste une vue de l'esprit et ce n'est pas juste du politiquement correct. Il y a des trous dans la raquette. Mais les intérêts sont convergents. L'avenir de nos sites et des entreprises, c'est aussi la protection des salariés et la prévention. Il n'y a pas de raison qu'on ne puisse appliquer les mesures de prévention aux intérimaires. Il y a des progrès à faire et tout le monde est engagé pour en faire également dans ce domaine.

Conclusion Max Nicolaïdes

J'ai bien apprécié la participation des organismes accrédités aujourd'hui, qui nous a permis d'avoir leur éclairage. Nous avons touché un peu du doigt un point sur lequel j'aimerais insister. Nous allons essayer de travailler davantage là-dessus et faire remonter tous les préventeurs d'un cran (CHSCT, Médecin du Travail...). L'enjeu est d'être présent dans la commission quand on lance l'appel d'offres pour l'organisme accrédité, que l'on puisse peser sur les choix, sur le cahier des charges, participer aux premières réunions avec les organismes pressentis pour être sûr que l'on parle bien de la même chose, que l'on est bien d'accord sur le niveau de qualité exigé et les points non négociables (présence du technicien pendant toute la mesure par exemple). Une fois qu'on est d'accord sur le cahier des charges, il est à mon sens plus simple d'entrer après, dans la négociation commerciale avec les organismes accrédités. Si tout a été ficelé dans un contrat-cadre déjà négocié, il n'y a que très peu de marge.

Nous allons essayer de trouver des axes de travail avec les CHSCT pour qu'ils puissent être partie prenante.

Complément Patrick Grimaldi, Kem One

La meilleure façon pour que les travailleurs prennent en charge leur propre santé est la formation et la connaissance autour des risques et de la réglementation. À Kem One, nous faisons une journée de formation santé aux travailleurs, à l'ensemble du personnel (CMR, bruit...). Pour les EE, nous avons un module d'accueil dans lequel on revient sur les produits présents sur le site et les risques associés. Si les travailleurs sont formés, ils sont encore plus à même d'appréhender les problèmes et de savoir interpeler les bonnes instances. Cet aspect formation est selon moi une dimension importante qu'il ne faut pas oublier. On n'est jamais mieux défendu que par soi-même.